

Conseil national du PCF
25 avril 2008

Anne Jollet, Paris

Construire la force politique dont les luttes sociales ont besoin

Les auditions ont permis de sortir de l'affirmation d'un " bilan globalement positif " de la dernière séquence électorale. Elles ont permis d'entendre l'extrême diversité des situations et aussi des interprétations que l'on peut en avoir. Bien sûr nous savons tous que si les résultats ont pu être jugés rassurants, c'est que les craintes étaient très grandes et non parce que ce résultat saurait nous satisfaire. Les chiffres témoignent malheureusement de la poursuite de l'effritement de notre présence. Roger Martelli, sur la base d'une étude serrée des résultats, rappelle que seulement 5,5% de la population nationale est désormais administrée par des maires communistes ou apparentés (contre 17% en 1977).

A partir de cela, plusieurs questions sont posées.

D'une part, c'est l'objet de la séance d'aujourd'hui, quelle place de l'élu vis-à-vis du parti, des citoyens dans des assemblées dans lesquelles les communistes sont très minoritaires dans la majorité. Comment utiliser au mieux cette situation d'élu sans servir de caution sociale au PS, sans être piégés dans des gestions dont nous ne maîtrisons pas les grands axes, comment garder une lisibilité politique, une crédibilité aux yeux de l'opinion publique ? Je crois que ces questions doivent demander de notre part une réflexion approfondie et des réponses claires, notamment sur les responsabilités à accepter dans les exécutifs.

D'autre part, comme après les présidentielles, il faut que nous précisions quelles conséquences en termes de projet politique nous tirons de ces scrutins.

La question est plus que jamais rudement posée : y a-t-il en France aujourd'hui une place pour une force politique à gauche du PS ? Avons-nous, la société française a-t-elle besoin d'une telle force ou bien fragmente-t-elle de façon dommageable la gauche au moment où l'offensive de la droite ultra libérale est plus vigoureuse que jamais ?

Les résultats électoraux ont montré à nouveau que pour lutter contre Sarkozy beaucoup de Français qui ne manquent pas de réserves vis-à-vis du PS avaient voté PS.

Bien sûr, nous pensons qu'il faut une force pour dénoncer l'impasse que constitue une gestion sociale du libéralisme. Que l'enfermement dans l'alternance crée de la dépolitisation, bien attestée par l'importance de l'abstention et la dépolitisation des milieux populaires.

Mais comment répondre à ce besoin ? Nous savons que la multiplication des campagnes de protestation ne fait pas le compte. Les syndicats font leur travail et les mouvements sociaux font avancer la dénonciation des injustices générées par les choix gouvernementaux. La question qui nous est posée à nous est celle de la construction de la perspective politique. Comment contribuer à faire exister une force caractérisée par son indépendance (ce qui ne signifie pas son opposition) par rapport au PS, une force qui fédère les énergies disponibles et présentes dans les mêmes luttes ?

Les municipales ont entretenu des ambiguïtés sur notre positionnement qui menacent notre crédibilité politique. Nous avons lutté contre la loi LRU, pour évoquer ce que j'ai vécu de plus près, distribué les premiers des tracts, été de tous

les mouvements. Puis nous avons appelé à voter aux élections municipales pour des gens qui avaient été en première ligne de l'acceptation, voire de l'élaboration de cette loi. Au même moment, parfois les mêmes personnes, construisaient des listes contre leurs colistiers PS des municipales, pour les élections universitaires. Cela peut-il continuer longtemps ainsi d'élection en élection ? Je ne le pense pas. Nous devons être en politique où nous sommes socialement et contribuer à la construction de la force politique vers laquelle les luttes convergent, qui doit être notre objectif pour être utiles justement à ces luttes sociales si vives d'aujourd'hui et à la vie de ceux qui les mènent...